

Pau, le 03 juillet 2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

ARRETE N°AT-2023-1063

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules sur diverses voies de la ville, en raison de travaux de tirage de câbles fibre optique ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – **du Lundi 10 Juillet 2023 au Vendredi 21 Juillet 2023**, du lundi au vendredi de chaque semaine, chaque nuit de 22h00 à 06h00 , le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux sur les voies suivantes :

- Avenue Béziou : dans la partie comprise entre l'avenue Gaston Phoebus et le boulevard Edouard Herriot ;
- Boulevard de la Paix : au droit des numéros 271, 297, 303, 306, 353, 361, 371, 374, 389 et 397 ;
- Boulevard Champetier de Ribes au droit du n°44 ;
- Avenue Philippon : au droit du n°81 et au droit de la maison pour tous « Léo Lagrange » ;
- Boulevard du Cami Salié : dans la partie comprise entre le boulevard Olof Palme et l'avenue Philippon ;
- Rond -point du Souvenir Français angle boulevard d'Alsace Lorraine ;
- Avenue Gaston Phoebus : au droit du n°24, 26 et 50 ;
- Avenue Jean Mermoz : au droit des numéros 13,20, 30, 46, 79 et 95 ;
- Boulevard de l'Europe : dans la partie comprise entre les allées Catherine de Bourbon et le boulevard du Cami Salié ;

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules s'effectuera en chaussée rétrécie, à une vitesse réduite à 30km/h aux abords du chantier, par demi-chaussée, de façon alternée, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 3 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur. Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

04 JUIL. 2023



Sandrine LISO

Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public